

Le rêve Obama

Tous les sondages donnent Barack Obama favori. Pour la première fois, un Noir sera peut-être le futur président des États-Unis. C'est évidemment un événement symbolique important. 40 ans après les luttes des droits civiques et l'abrogation de la ségrégation raciale aux États-Unis, les discriminations sont loin d'avoir disparu. Alors que les Noirs représentent 12% de la population, ils sont près de 40 % des détenus dans les prisons américaines. Ils sont deux fois plus touchés par le chômage et le revenu moyen des foyers noirs est un tiers inférieur à celui de l'ensemble de la population américaine.

La popularité de la candidature Obama montre pourtant une réelle évolution des sentiments du peuple américain. Les élections locales ont porté dans les dernières années 641 maires noirs à la direction de villes américaines, représentant environ 10% de la population. Bien plus qu'en France où les maires de grandes villes issus de l'immigration se comptent sur les doigts d'une main... et encore !

Mais la popularité d'Obama est due aussi, et probablement plus encore, à un réel dégoût d'une grande partie de la population et en particulier des travailleurs américains, quelle que soit la couleur de leur peau, face à la politique menée par Bush. Avant même le déclenchement de la crise des subprimes, l'enrichissement sans limite de la petite minorité la plus riche s'est fait aux dépens de l'ensemble de la population américaine et avant tout des classes populaires, dont une bonne part n'a même pas accès aux soins de santé.

Depuis août 2007 et le démarrage de la crise, plus d'un million de ménages américains ont été expulsés de chez eux et leur logement saisis. Ils pourraient être entre 1 et 2 millions de plus dans l'année à venir. Avec l'effondrement de la bourse, des millions de salariés ont vu leur retraite partir en fumée pendant que le gouvernement mettait plus de mille milliards de dollars sur la table pour sauver les banques. Les annonces de plans de licenciements se multiplient à un rythme infernal et un million cinq cent mille personnes ont déjà perdu leur emploi depuis janvier selon les statistiques officielles.

Toute la campagne de Barack Obama, le candidat du parti démocrate, a consisté à parler de « changement ». Pourtant, il n'y a rien dans son programme qui puisse inquiéter en quoi que ce soit les grandes entreprises américaines ou apporter le moindre espoir de changement concret pour la population.

Obama s'est dit favorable au retrait des troupes américaines d'Irak (dans deux ans !), mais en annonçant le renforcement de l'intervention en Afghanistan. Il s'est engagé à rendre obligatoire la couverture santé, mais en faisant payer la population au bénéfice des compagnies d'assurances. Il est un des artisans du plan Paulson, le plan du gouvernement Bush qui se contente de renflouer les banquiers, mais qui laisse dans la détresse ceux qu'on a expulsés de leur maison et qui, comme ici, ne prévoit strictement rien contre les nouvelles vagues de licenciements.

Le candidat démocrate n'a pas d'autre politique économique à proposer que celle de la grande bourgeoisie américaine. Elle lui a d'ailleurs d'ores et déjà montré sa confiance en apportant un soutien financier massif à sa campagne.

Il est très probable que la colère du peuple américain se traduise pour commencer par un vote important contre le candidat du parti républicain. Et la défaite de John Mc Cain ne pourrait bien sûr que nous réjouir. Mais la victoire de Barack Obama, tant espérée aux États-Unis comme dans le reste du monde, pourrait bien n'être qu'un simple changement d'emballage de la politique du grand capital, avec les applaudissements de la bourgeoisie du reste du monde, France comprise.

Le rêve Obama n'apportera aucune réelle solution à la faillite du système capitaliste, aux États-Unis comme ailleurs. Pour cela, comme ici, les travailleurs américains auront à engager la lutte contre leur nouveau gouvernement, quel qu'il soit, sur leur propre programme et sous leur bannière. Ils pourront dire alors, pour leur propre compte : « Change, yes we can ! ».

Oui, les travailleurs de tous les pays, unis, peuvent changer le monde !

Et s'ils faisaient boule de neige ?

La semaine dernière 600 salariés de l'automobile et de la métallurgie ont manifesté contre les suppressions d'emplois à Strasbourg. Ceux de la Camif ont aussi défilé à Niort, avec le soutien très large de la population. Le 8 novembre, au Havre, les salariés de Renault Sandouville, les dockers, les hospitaliers et les profs, descendront aussi tous ensemble dans la rue.

Ce n'est qu'un début. Car si les salariés s'y mettaient tous ensemble pour empêcher le patronat de licencier, le gouvernement comme les patrons seraient obligés de reculer.

Sandouville : Popeye en baudruche

Renault avait assigné au tribunal 46 salariés de Sandouville pour avoir fait grève et bloqué l'usine, comme lors de la visite de Sarkozy il y a un mois.

Il s'agissait clairement pour la direction de jouer les gros bras et de dissuader toute tentative de riposte à l'avenir. Le tribunal en a décidé autrement et a débouté Renault. Les gros bras de la direction se sont dégonflés comme des baudruches.

Un pour tous ! Tous pour le gros actionnaire !

« Se battre ensemble pour sortir gagnant de la crise », tel est le nouveau leitmotiv de la direction.

Sauf que pour l'instant ce sont uniquement les salariés qui trinquent : suppressions d'emplois, baisses de rémunération (chômage technique, baisse de la prime d'intéressement, suppression des primes de performance pour les cadres...). De l'autre côté : 1,5 milliards de bénéfices au 1^{er} semestre 2008 et des milliards d'euros pour les actionnaires.

Alors s'il faut se battre pour défendre nos emplois et nos salaires, ce n'est certainement pas derrière Ghosn, mais pour notre propre compte.

Prendre aux pauvres pour donner aux riches

Après avoir versé 1 milliard de dividendes en mai dernier, Renault déclare manquer de liquidités financières. Un comble !

Journées non travaillées pour baisser les stocks, gel des investissements pour 2008, réduction des déplacements, non renouvellement des contrats d'intérim ou de prestation, pressions sur les fournisseurs... Tout est bon pour faire des économies sur le dos des salariés.

D'autres solutions existent : gel des dividendes, redistribution des bénéfices pour les salaires et l'emploi, contrôle des comptes de Renault par les salariés...

Car nous aussi, on manque de liquidités !

Vraiment nul ce plan

Vendredi 7 novembre, à 14h30, le Tribunal de Grande Instance de Nanterre débattait de la demande d'annulation du plan de départs déposé par la CGT Renault, et rejointe par SUD.

Ces milliers de licenciements déguisés en « départs volontaires » n'ont rien de fatals. Alors pour défendre nos emplois, soyons nombreux le 7 !

Rien ne sert de courir...

Au CRPV, la direction prépare une année 2009 en montagnes russes : 5 mois en semaines hautes avec des heures sups, puis des semaines basses de 4 jours. Alors qu'elle invoque la crise pour bloquer les budgets en 2008 et imposer des semaines de fermeture, elle annonce déjà qu'il faudra courir pour rattraper l'année prochaine.

La semaine de 4 jours, pourquoi pas. Mais pas question de payer l'absurdité de leur système, que ce soit sur notre santé, notre vie de famille ou sur nos revenus : à bas les semaines hautes

Prends pas l'oseille et tire-toi !

Dans le cadre du plan de départs, la direction de Renault met le tapis rouge à des sociétés qui recrutent. Une filiale de la caisse des dépôts, spécialisée dans le tramway, se voit ainsi ouvrir le bâtiment A1 de Rueil cette semaine.

A quand l'ouverture d'antennes du nouveau Pôle Emploi au Technocentre par l'ancien DRH de Renault qui vient d'en prendre la direction, suite à la fusion de l'ANPE et de l'ASSEDIC ?

Il y a encore de la marge

Pélata vient d'annoncer le « réajustement » des objectifs de Renault : entre 2,5 et 3% de marge opérationnelle pour 2008 au lieu de 4,5 %. C'est ce que Renault faisait ces dernières années, avec déjà de juteux dividendes pour les actionnaires.

Car malgré la crise, Renault continue à dégager des profits. Non seulement il n'y a aucune raison d'accepter des sacrifices, mais Renault a les moyens de payer les augmentations de salaire dont nous avons besoin : au moins 300 € pour tous !

En allemand, on dit streik !

8 % d'augmentation des salaires. C'est ce que réclame le syndicat allemand de la métallurgie IG Metall qui appelle à la grève dans l'automobile.

5000 salariés ont débrayé vendredi soir dans deux usines Audi. Il est probable que cela ne suffise pas à faire reculer le patronat allemand mais, en Allemagne comme France, c'est la généralisation des luttes qui le pourra.